

une formation en elle-même et peut conduire dès le plus jeune âge à une forme de professionnalisation politique. L'importance du registre des émotions dans la manière dont les individus rendent compte de la manière dont ils se projettent dans leur futur de militants et de *leaders* (p. 219 notamment) offre également une clef de lecture particulièrement stimulante pour comprendre cette volonté de professionnalisation de la part de près d'un quart des jeunes militants.

Au-delà du statut parfois trop restrictif accordé aux données qualitatives dans l'analyse, la lecture de l'ouvrage peut également susciter quelques regrets. Si celui-ci se positionne très clairement par rapport à la littérature existante au départ et si les cadres théoriques sont explicités lorsque nécessaire dans le cours de l'ouvrage, une exposition plus tardive des résultats obtenus auprès des jeunes militants en parallèle de ceux relatifs aux militants plus âgés aurait permis de mettre encore plus en évidence les apports spécifiques de cette recherche dans le champ d'études du militantisme. Une présentation plus précise de ce que les auteurs entendent par « jeunes » militants (certains ont quinze ans, d'autres visiblement près de 35 ans¹), des structures dans lesquelles ils militent et des modalités d'adhésion aurait également permis de contextualiser davantage le discours de ces enquêtés.

Au final cependant, cette recherche, par l'intérêt de la typologie qu'elle propose mais également par la richesse des questionnements qu'elle suscite, apparaît clairement comme une invitation à poursuivre ce type de travaux. Il serait notamment intéressant de mettre en relation les résultats de cette étude avec une approche sociographique des *leaders* politiques portant notamment sur la genèse de leur engagement. En outre, à travers les six pays et les quinze partis étudiés, cet ouvrage offre avant tout une typologie du jeune militant, quel que soit le régime politique et le parti concerné. Quelques résultats laissent cependant envisager que la typologie proposée se décline différemment selon l'idéologie et les valeurs portées par le parti auquel le jeune adhère et selon le régime politique au sein duquel son militantisme se développe. Autant de points de départ pour de futures recherches...

Céline Belot -

Institut d'études politiques de Grenoble, PACTE

Bargel (Lucie) - Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique. -

Paris, Dalloz, 2010 (Nouvelle bibliothèque de thèses).

766 p.

L'ouvrage de Lucie Bargel, issu directement d'une thèse parfaitement maîtrisée, relève d'abord de l'étude de la socialisation politique secondaire puisqu'elle observe l'apprentissage en train de se faire dans ces groupes d'affinités que constituent les groupements politiques. Il participe également de l'analyse des partis politiques en se focalisant sur deux organisations de jeunesse, les Jeunes populaires (JP) et les Jeunes socialistes (MJS), donc sur des jeunes partisans d'organisations centrales peu étudiées. Le troisième domaine investi est celui de la sociologie du militantisme, mais l'approche est ici moins centrée sur les motifs de l'engagement que sur les logiques de professionnalisation contenues dans les carrières militantes, surtout quand elles se développent aux marges de ces partis dominants.

C'est en effet l'approche interactionniste et l'opérationnalisation convaincante de la notion de « carrière » qui permet d'éclairer ces processus de socialisation et de professionnalisation à travers le caractère progressivement pensable de certaines activités et la transformation des individus au cours des séquences successives que sont « la formation au goût », « le ralliement à un sous-groupe » et « l'étiquetage en tant que déviant de la part de l'entourage ». Le travail empirique, d'une très grande richesse, combine une variété de méthodes qualitatives (observations, entretiens, archives) et quantitatives (questionnaires administrés aux cours des congrès du MJS et aux universités d'été des JP, analyse des trajectoires). Cela permet de saisir les spécificités temporelles et spatiales et de faire dialoguer le « situationnel » et le « structurel ».

La comparaison, même si elle est visiblement et explicitement asymétrique (le terrain socialiste étant plus « travaillé » que celui des JP), permet de saisir l'importance des relations avec « l'organisation mère » et les effets de conjoncture. Elle permet en effet de mettre en lumière les conséquences liées à l'inégale dépendance du MJS et des JP à l'égard respectivement du PS et de l'UMP, et le poids des règles régulant l'économie générale des postes (effet de la limite d'âge sur le

1. Un militant déclare qu'il a adhéré au MJS à 15 ans lors des manifestations contre le projet Devaquet, soit en 1986. Il a donc plus de 30 ans au moment de l'enquête (p. 54).

renouvellement, place de l'élection dans l'attribution des postes, etc.). Ces paramètres institutionnels façonnent des cultures sensiblement différentes où la subordination à ce qu'ils désignent parfois comme les « adultes » apparaît comme un trait saillant des JP, alors que les MJS cultivent une forme de mimétisme concurrentiel avec leurs aînés. Mais ces paramètres d'ordre institutionnel n'épuisent pas l'explication puisque les conjonctures conduisent à valoriser certains profils plutôt que d'autres, en particulier s'agissant de la dimension générée. Ainsi, la présence du PS au gouvernement a provoqué un besoin de compétences politiques professionnelles profitant aux jeunes femmes très diplômées, alors même que les conjonctures d'opposition et spécifiquement de mobilisation sociale contribuent à imposer des normes de virilité militante.

Reste enfin à souligner que ce sont les structures parisiennes des deux organisations partisanes de jeunesse qui ont été étudiées et que la spécificité du terrain parisien mériterait probablement d'être plus éclairée. Les étapes de la carrière militante au sein de ces organisations ne sont-elles pas liées à un rapport au pouvoir et à la professionnalisation qui diffère des motivations militantes des JP et des MJS en région ? En outre, c'est l'homogénéité sociale des militants dans les organisations de jeunesse des partis qui peut être questionnée dès lors que l'on élargit la focale au-delà des structures parisiennes, comme en témoigne le « décalage social et culturel » (p. 398) éprouvé par Martin au début de son engagement en Picardie.

Plus généralement, l'enquête ethnographique conduit à souligner avec une grande finesse l'importance de la socialisation qualifiée, selon les formules, d'informelle, de latente ou d'implicite. Même si le lien n'est jamais explicitement établi, on est amené, au fil de la lecture, à rapporter la souplesse des dispositifs et mécanismes de socialisation observés au fait, d'une part, que les organisations partisanes étudiées sont qualifiées « d'institutions ouvertes » (ou parfois faibles), et d'autre part, que le métier politique – selon la formule de Jacques Lagroye plusieurs fois citée – s'apparenterait à un « métier qui ne s'apprend pas ». Pour autant, au regard des observations faites par l'auteure, on peut s'interroger sur cette grille d'analyse. Si la socialisation mise en œuvre dans ces organisations de jeunesse relève le plus souvent de l'informel, doit-on la qualifier d'implicite tant le souci de recruter et de former les jeunes militants est explicité par les protagonistes ? De

même, l'importance de l'endogamie organisationnelle et des réseaux d'interconnaissances amicaux et familiaux dans ces organisations invite à interroger le degré d'ouverture de ces institutions. C'est enfin le nombre d'étudiants inscrits dans des filières bien spécifiques (humanités et sciences sociales, Sciences Po, écoles de commerce), parmi ces jeunes partisans, qui interroge le postulat selon lequel le métier politique ne s'apprendrait pas.

On l'aura compris, cet ouvrage très riche empiriquement est également théoriquement stimulant.

Florence Haegel et Manon Réguer-Petit -
Sciences Po Paris, CEE

Muxel (Anne) - *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement.* -
Paris, Seuil, 2010. 240 p. Bibliogr. Annexes.

Depuis 25 ans, Anne Muxel a souvent eu à répondre aux interrogations que soulèvent régulièrement dans la société française les marques de l'apolitisme ou, plus ponctuellement, les mobilisations collectives des jeunes : la jeunesse d'aujourd'hui est-elle dépolitisée ? Comment aborder cette question sans garder à l'esprit les réserves sur la nature de ces concepts, sur la difficulté des comparaisons, sur la normativité des jugements sur ces questions et, ultimement, sur notre compréhension même des processus de socialisation politique ? Dans ce nouvel ouvrage, A. Muxel y parvient en décomposant le sujet en dix questions simples auxquelles elle apporte des réponses à l'aide des données les plus actuelles, mais aussi en posant les bases d'une véritable approche théorique des liens entre jeunesse et politique. Sa démarche est ainsi fort pédagogique pour ceux qui s'initient au sujet, tout en constituant, pour les politologues et les sociologues spécialistes du domaine, une synthèse précieuse.

Tous les grands thèmes y sont abordés. Rappelant que les 18-25 ans – voire les 18-30 ans – constituent d'abord et avant tout une *classe d'âge* et non une « classe sociale », elle cherche plus largement à replacer les attitudes et les comportements politiques de ces jeunes dans le contexte général de notre société politique actuelle. Dans son esprit, l'engagement des nouvelles générations et plus largement leur rapport à la politique résultent de la « tension », de la « négociation » entre la part de l'héritage (la culture politique au sein